

## Colloque :

### Urbanisation et développement durable au Cameroun

10 et 11 avril 2018 à Douala

#### Argumentaire

Trois enjeux politiques se trouvent au fondement de l'urbanité moderne. Par-là, il faut envisager les questions de citoyenneté et de démocratie, d'urbanité et de mobilité dans la ville, d'hospitalité ; la dernière renvoyant au problème d'accueil dans un contexte où les populations dans les villes se font de plus en plus nombreuses, du fait de la transformation des campagnes, de l'exode rural et de l'accroissement démographique global.

S'il est vrai que l'existence des villes est un phénomène très ancien en Afrique, c'est néanmoins la colonisation qui lui a imprimé le caractère qu'elle connaît encore de nos jours (Antoine, 1997). La planification urbaine au Cameroun remonte à la période coloniale allemande, avec la création des toutes premières villes coloniales à savoir : Douala, Buea, Yaoundé, Edéa, Ebolowa, Lolodorf pour ne citer que celles-là (Mveng, 1985). Après l'indépendance survenue le 1<sup>er</sup> Janvier 1960, le jeune État camerounais a pris conscience de la nécessité de la planification pour construire des villes viables et attrayantes. On est alors passé d'une planification urbaine centralisée à une planification urbaine décentralisée, les deux entrecoupées par une période de gestion urbaine marquée par un contexte d'ajustement.

Aborder la question de l'urbanisme en Afrique en général et au Cameroun en particulier pose le constat de la difficile greffe du modèle occidental d'urbanisation, dans la mesure où les transferts de méthodes, de modèles et de savoir-faire issus des pays développés ont très souvent reposé sur une méconnaissance des sociétés auxquelles ils étaient censés s'appliquer. Il est alors plus que jamais urgent d'explorer de nouvelles voies authentiques qui cadrent bien avec la culture des pays africains.

De nos jours, le constat est clair, l'aire urbaine et la population des villes s'accroissent d'année en année sans que les investissements en termes d'infrastructures suivent le même rythme. Au Cameroun notamment, les autorités peinent à trouver les ressources nécessaires pour répondre aux défis d'une urbanisation galopante mieux d'un étalement urbain. L'accroissement des populations tant dans les zones rurales qu'urbaines et surtout la mobilité vers la ville, *etc.* sont confrontés à l'absence de réseaux urbains efficaces et se heurtent au problème du chômage, dans un contexte de lutte pour l'obtention de titres fonciers.

Comme faits majeurs et récurrents en zone urbaine : les déficits en termes de réseaux routiers, d'éclairage public, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ce qui

crée d'énormes problèmes sanitaires. De même, la gouvernance urbaine fait face aux problèmes d'occupation anarchique des sols, de gestion des espaces marchands et non marchands, *etc.* ; auxquels s'ajoutent : le manque d'emploi, l'insécurité des personnes physiques, le désordre urbain, l'insécurité foncière et la communautarisation (Michelon, 2007).

Dans la perspective des Objectifs de Développement Durable (ODD) et dans un contexte de décentralisation, les villes camerounaises se sont ainsi engagées dans un processus de lutte contre la pauvreté. Ce qui passe nécessairement par l'amélioration des conditions de vie de la majorité en réduisant les écarts entre les couches sociales, la bonne gouvernance, l'assainissement, l'éducation et la santé, la protection de l'environnement, la garantie de la propriété et la promotion des sports et des loisirs... Circonscrites autour des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) jouissant d'une certaine autonomie administrative et financière, les villes sont dorénavant sous la responsabilité des autorités locales (Délégués, maires et conseillers municipaux), dont la mission première est d'assurer le bien-être collectif au niveau de leurs territoires respectifs.

Le concept d'urbanisation et son lot de conséquences (problèmes d'infrastructures routières, d'assainissement, de chômage et d'emploi, d'environnement...) s'imposant avec acuité, et le développement durable, entendu comme cadre de référence de la gouvernance moderne, il a semblé opportun d'envisager une réflexion sérieuse sur ces questions d'actualité en Afrique et ailleurs. Au-delà d'être des objets d'études scientifiques et techniques, et à l'origine de nombreux débats, les problématiques liées à l'urbanisation et au développement durable constituent de véritables enjeux dont la compréhension et la proposition de solutions alternatives apparaissent comme des initiatives salutaires pour résoudre les problèmes d'ordre politique, économique et culturel.

C'est ce qui justifie l'organisation de ce colloque, dont le souci majeur est d'apporter une contribution au développement des politiques publiques locales d'urbanisation.

Centré sur l'« urbanisme » et le « développement durable » dans les villes du Cameroun, les réflexions lors de ce colloque seront orientées autour de quatre axes thématiques, à savoir :

**Axe 1 : Structuration de l'espace urbain au Cameroun**

- *Villes « modernes », villes cosmopolites...* ;
- *Composantes spatiales, ségrégation sociale et replis identitaires ;*
- *Le phénomène des ghettos : la bidonvilisation des villes.*

## **Axe 2 : Cohésion sociale et citoyenneté urbaine**

- *Urbanité et identité sociale urbaine ;*
- *Communautarisme et citoyenneté : la villégialisation des villes.*

## **Axe 3 : Gouvernance urbaine**

- *Urbanisation et aménagement des villes ;*
- *Problèmes de compétence et politiques d'urbanisation ;*
- *Aménagement et gestion des équipements urbains (équipements marchands, infrastructures, aménagement des espaces verts et de loisirs, etc.) ;*
- *Gestion des déchets dans les espaces urbains ;*
- *Prévention et gestion des risques dans les espaces urbains (catastrophes naturelles, inondations, accidents, etc.).*

## **Axe 4 : Politiques urbaines et durabilité**

- *La problématique du désordre urbain et les implications pour le développement des villes ;*
- *Changement climatique et implications sur les politiques d'urbanisation des villes côtières (Douala, Kribi, Limbe, etc.)*
- *De la révolution verte au développement durable*

## **Propositions d'articles**

1. Les soumissions doivent se faire sous forme de résumé de 250 mots maximum et incluront les données personnelles des auteurs : Noms, prénoms, affiliations institutionnelles, adresses.

2. Les communications sélectionnées seront soumises sous support numérique aux adresses suivantes : nguelieutou\_2000@yahoo.fr et mariusnjami@gmail.com. Elles doivent respecter les conditions suivantes : Times New Roman, 12 ; interligne 1,5 ; alignement justifié ; marge 2 cm, format Word (21 pages maximum, bibliographie incluse).

## **Échéancier**

-Le colloque se tiendra dans la ville de Douala, **les 10 et 11 avril 2018**

-La date limite de réception des propositions est fixée au **11 mars 2018**.

-Les réponses seront adressées aux auteurs au plus tard le **15 mars 2018**.

-La réception des communications est fixée au plus tard le **31 mars 2018**

-Les actes du colloque donneront lieu à la publication d'un ouvrage collectif.

### **Comité scientifique**

- Pr Laurent Charles BOYOMO ASSALA (Université de Yaoundé II Soa-Cameroun),

- Pr Léopold DONFACK SOKENG (Université de Douala - Cameroun),

- Pr Jean NJOYA (Université de Yaoundé II-Soa-Cameroun),

-Pr Ibrahim MOUICHE (Université de Yaoundé II-Soa-Cameroun),

Pr André TCHOUPIÉ (Université de Dschang-Cameroun),

Pr Manassé ABOYA ENDONG (GREPDA - Université de Douala - Cameroun),

Pr Guillaume EKAMBI DIBONGUÈ (Université de Douala - Cameroun),

Pr Albert MANDJACK (Université de Douala - Cameroun).

### **Coordination :**

Pr Auguste NGUELIEUTOU (Université de Douala - Cameroun)